COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 27 Février–4 Mars 2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Nomination du nouveau SG de la COI.....3

Coopération.....6

Economie.....9

Changement climatique.....10

Lutte contre le trafic de drogue dans l'Indianocéanie.....11

Pêche.....18

Environnement.....20

Tourisme.....23

Connectivité aérienne.....26

Nomination du nouveau SG de la COI

La Gazette des Comores

Boléro nommé à la COI

Hamada Madi Bolero vient d'être nommé secrétaire général de la Commission de l'océan indien (COI). L'ancien directeur de cabinet chargé de la défense prendra ses fonctions dès juillet 2016, succédant ainsi à Jean-Claude de l'Estrac, l'actuel secrétaire. La nomination a été décidée au cours du 31èmeconseil des ministres de la COI, organisé à La Réunion le 26 février 2016.



L'ex-directeur de cabinet chargé de la défense, Hamada Madi Boléro, a été longtemps pressenti à la tête de la Commission de l'océan indien. Sa candidature au poste du secrétaire général de la COI a été présentée par le ministre comorien des Relations extérieures, Mohamed Abdoulkarim, pour un mandat de quatre an à compter de juillet prochain.

« Cette candidature a été acceptée à l'unanimité », lit-on dans un communiqué de presse sorti par l'organisation. La mission principale qui incombera à Boléro les quatre prochaines années, consistera à resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre les populations de l'Indianocéanie, bâtir des projets régionaux de développement durable destinés à les

protéger, améliorer leurs conditions de vie et préserver les ressources naturelles dont elles dépendent fortement.

La seconde décision de taille prise lors du conseil est l'accord d'un statut d'observateur à la République populaire de Chine par la COI. Dans le même communiqué, la COI reconnait que l'ambassadeur de Chine à Maurice, Li Li, a mis en exergue la volonté de son pays de « travailler de concert avec la COI en faveur du développement de cette région riche de potentialités ».

Trois accords ont marqué le 31ème conseil. La convention de financement pour une facilité de coopération technique pour la préparation des projets du 11ème Fonds européen de développement. Un accord sur la formation en ligne en agro-sciences avec l'Institut agronomique, forestier et vétérinaire de France (Agreenium) et les universités des pays membres. Enfin, le renouvellement de l'accord de partenariat entre la COI et la Plateforme d'intervention régionale pour l'océan Indien (PIROI) en matière d'adaptation au changement climatique et gestion et réduction des risques naturels.

La Coi défend les intérêts insulaires de ses pays membres sur la scène régionale eta internationale et promeut un développement plus durable et solidaire.

Toufé Maecha

http://www.lagazettedescomores.com/spip.php?article3535

HABARI ZA KOMORI
أخبار من جزر القمر | Nouvelles des Comores
Toute l'actualité des Iles Comores et de la diaspora comorienne en continu et en temps réel

Bolero nommé à la COI

Il devra entrer en fonction à partir du mois de juillet prochain et ainsi remplacer Jean Claude de l'Estrac, l'actuel secrétaire. La nomination est décidée à la Réunion, ce vendredi, en présence des ministres des relations extérieures de la zone, dont le comorien Mohamed Abdoulkarim.



Par Toufé Maecha
©

http://www.habarizacomores.com/2016/02/bolero-nomme-la-coi.html

Lexpress du **29/02/2016**



COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

De L'Estrac : «Fiers de l'Indianocéanie»

LA décision a été entérinée vendredi, à La Réunion. Le prochain secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) sera bien Hamada Madi Boléro. Ainsi en a décidé le conseil des ministres de cette instance. Jean Claude de L'Estrac cédera la place au Comorien en juillet.

S'il y a une chose unique que Jean Claude de L'Estrac est fier d'avoir accompli, c'est d'avoir pu mettre l'Indianocéanie sur la carte mondiale. «*La chose la plus importante qu'on ait réussie, c'est l'émergence de cette région qui est aujourd'hui connue partout dans le monde comme l'Indianocéanie, là où on ne connaissait avant que les îles du sud de l'océan indien. (...) Elle est devenue une région distincte par sa culture, par son histoire, nous avons osé utiliser le mot civilisation*», déclare-t-il à *l'express*.

Jean-Claude de L'Estrac précise toutefois que ce n'est pas là l'unique accomplissement de la COI : «*Ce n'est pas une question de n'avoir pas assez fait, mais peut-être d'avoir trop voulu faire.*» Pour lui, Hamada Madi Boléro est la meilleure personne qui soit pour être à la tête de la COI, de par sa riche expérience professionnelle.

L'homme fort de la COI nous confie que d'ici avril, il se fixera sur son avenir professionnel. Il contemple plusieurs propositions et ne serait pas contre un retour dans la presse. «*La presse c'est mon premier métier et peut-être ma seule vraie profession.*»

«*Je suis satisfait que ma désignation fut par acclamation et je remercie l'ensemble des pays de la région qui m'ont fait confiance. J'espère que je serai...*», nous a confié M. Boléro, actuellement directeur de cabinet et ministre de la Défense comorienne.

Coopération

Africatime

Madagascar et les Comores veulent renforcer leur coopération

(**RFI** 02/03/16)



Le président des Comores, Ikililou Dhoinine a rendu visite à son homologue malgache Hery Rajaonarimampianina, le 1er mars. © Sarah Tétaud/RFI

Depuis lundi, Madagascar accueille une délégation officielle de l'Union des Comores. A trois mois de la fin de son mandat, le président comorien Ikililou Dhoinine réalise sa première visite d'Etat sur la Grande Île. L'occasion pour les deux présidents de rappeler toute l'amitié qui lie les deux pays. Occasion surtout de présenter une déclaration conjointe listant les futurs chantiers de coopération entre les deux îles de l'Océan Indien. Madagascar accueille pas moins de 150 000 Comoriens sur son sol, ce qui en fait, de loin, la plus importante communauté étrangère de l'île.

En visite officielle sur la Grande Île, le président de l'Union des Comores Ikililou Dhoinine, a été accueilli hier au palais présidentiel d'Antananarivo par son homologue malgache, Hery Rajaonarimampianina. Au programme de la rencontre, une déclaration conjointe portant sur divers aspects de coopération bilatérale, comme l'explique le président malgache. « Cette visite marque une nouvelle étape de notre partenariat économique, culturel et social, mutuellement avantageux pour les deux pays. »

A en croire le document, les accords de coopération économiques et judiciaires vont être révisés, de nouveaux partenariats montés, la délivrance de visas aux étudiants comoriens et aux médecins malgaches simplifiée, la mobilité des personnes entre les deux pays facilitée.

Tout cela « prochainement ». Les deux Etats prévoient également de collaborer pour délimiter leurs frontières maritimes. L'occasion pour le président comorien d'aborder la question des îles Eparses… et de Mayotte. « L'île d'Eparse, on soutient Madagascar ; l'île

comorienne de Mayotte, nous l'avons sur le droit international. Et je crois que le droit international doit être appliqué. »

http://fr.africatime.com/madagascar/articles/madagascar-et-les-comores-veulent-renforcer-leur-cooperation



01 Mar

ACCUEIL ECONOMIE REFLETS POLITIQUE SPORTS CULTURE FAITS DIVERS ELUCUBRATIONS CARICATURES

CONTACT PHOTOS ET VIDEOS TECH FIM 2015 RECHERCHER

Fitsaram-bahoaka tao Moramanga : nodoran'ny olona ny fiaran'ilay Karana nahafaty olona 5

Madagascar-Comores : accent sur la coopération économique

Par Les Nouvelles sur 01/03/2016

Une lourde délégation comorienne conduite par le président de l'Union des Comores, Ikililou Dhoinine, se trouve dans nos murs depuis hier pour une visite de trois jours. A voir de près la composition de cette délégation et l'agenda fourni par la Présidence, l'angle économique semble mis en avant. Des membres du gouvernement en charge des dossiers économiques figurent, en effet, parmi les membres du groupe, à l'instar du ministre des Relations extérieures et de la coopération, du ministre de l'Intérieur, du délégué chargé de l'Economie et de la privatisation au ministère des Finances, de l'Officier permanent de liaison au ministère des Relations extérieures et de la coopération, du Directeur général de la coopération internationale ou encore du Président de l'Union des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture.

Outre la rencontre bilatérale entre les deux présidents, l'agenda de la délégation prévoit en outre un «*Business Forum*» *entre les membres du secteur privé malgache et la délégation au ministère des Affaires étrangères à Anosy.* «*Cette visite de quelques jours à Antananarivo vise à renforcer davantage les liens d'amitié entre deux pays frères*», note sur ce point la Présidence. A noter qu'à l'instar d'autres pays membres de la Commission de l'océan Indien (COI), la Grande île accueille de nombreux ressortissants comoriens, dont des étudiants, qui sont répartis à travers le pays. Le programme de la délégation sera clôturé par un dîner officiel offert par le Chef de l'Etat en l'honneur de la délégation comorienne.

J.P./Nadia

N'hésitez pas à partager cet article

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

RELATIONS BILATÉRALES : Le Japon s'intéresse à l'économie bleue

ARTICLE PARU DANS LE MAURICIEN | 3 MARCH, 2016 - 20:00



Le Japon souhaite devenir un partenaire actif et stratégique de Maurice dans plusieurs secteurs de développement économique, et en particulier au niveau de l'industrie océanique. C'est le vœu exprimé cette semaine par l'ambassadeur japonais Ryuhei Hosoya, qui a rendu une visite de courtoisie au Premier ministre, sir Anerood Jugnauth, mardi. L'ambassadeur japonais, qui est arrivé au terme de son mandat comme ambassadeur du pays du Soleil levant auprès de Maurice avec résidence à Madagascar, a également annoncé que le Japon se propose d'ouvrir une ambassade à Maurice. « Cette mission diplomatique aidera à consolider les relations bilatérales et économiques entre nos deux pays », a souligné Ryuhei Hosoya. Selon l'ambassadeur, la position stratégique de Maurice comme une entrée sur l'Afrique donnera un nouvel élan au commerce et à l'investissement entre le Japon et Maurice au niveau régional et international. Plusieurs entreprises japonaises opèrent déjà à Maurice et sont engagées, entre autres, dans le traitement du thon. L'actuel port de pêche a été financé par le gouvernement japonais.

http://www.lemauricien.com/article/relations-bilaterales-japon-s-interesse-l-economie-bleue

Economie



Du vendredi 19 au jeudi 25 février 2016 - N° 0575 | PAGE 15

LA SEMAINE DE L'ÉCONOMIE hebdo

Elle est jeune, dynamique et à la tête d'une entreprise florissante. Elle ne jure que par l'entrepreneuriat. Passionnée par ce dernier, elle s'y investit en temps et en heure. Une jeune femme prometteuse à suivre de près

HANTA TIANA RANAIVO RAJAONARISOA

Héroïne moderne de l'entrepreneuriat

Une entrepreneure née. Vêtue d'une robe verte, un collier argenté au cou, des ballerines aux pieds et les cheveux détachés, Hanta Tiana Ranaivo Rajaonarisoa nous reçoit dans les bureaux qu'elle partage avec Century Reliable Partners, au parc d'activités Galaxy à Andraharo. A 24 ans, alors que la plupart des jeunes femmes cherchent un métier stable ou essayent de faire carrière dans un domaine quelconque, elle préside et dirige son entreprise de production d'huiles essentielles prêts à l'emploi, Flore Aroma - www.flore-aroma.com - dont les principaux produits sont le répulsif anti-moustique et anti-mouche, des sprays habitat assainissant et déodorants anti-transpirant. L'entreprise créée en 2013 lui a déjà valu trois trophées, un reportage sur CNN International pour la rubrique African Start-Up et une apparition dans le documentaire de Téva Voyages : Femme Malgache, Entreprendre à Tout Prix.

L'année 2015 a été, en effet, pour elle une année de consécration puisque sa société a remporté le trophée du Meilleur jeune entrepreneur organisé par la Commission de l'océan Indien. Synergie Jeunes océan Indien et Jeysy Paikady ho an'i Madagasikara. Elle a pu ainsi représenter la Grande Île au concours régional « *Ambition Jeune 2015* » à La Réunion où elle a gagné le trophée de la Meilleure entreprise en développement de l'océan Indien 2015, face à des entrepreneurs de La Réunion, des Seychelles, de Maurice et des Comores. Enfin, elle reçoit de la main du ministre de l'Industrie et du développement du secteur privé, Narson Rafidimanana, le trophée de la reconnaissance de l'excellence 2015. « *J'ai pris connaissance de l'existence des concours grâce à mon adhésion à l'association Jeysy Paik'ady ho an'i Madagasikara Junior (JPMJ). C'est en quelque sorte, grâce à celle-ci que j'ai pu gagner ces trophées* », explique l'ancienne de l'American School.

MANAGER

Ces reconnaissances l'ont poussée davantage à développer son activité. Elle décide donc d'intégrer Flore Aroma à Century Reliable Partners, un incubateur d'entreprises. « *Avant septembre 2015, l'entreprise portait le nom de Bio Mada. Puis, voulant développer les activités, nous avons adopté des stratégies nouvelles en changeant sa dénomination et en intégrant CRP. Ce dernier est spécialisé dans l'assistance et le conseil aux entreprises et aux investisseurs en matière juridique, financière, fiscale, administrative, dans le but de faciliter les opérations et le développement des activités à Madagascar et/ou dans d'autres pays* », explique l'amatrice de décoration d'intérieur.

Elle ajoute que désormais, Flore Aroma se focalise sur le B2B, travaille avec une société de représentation et distribution de marchandises et avec une société de désinsectisation. « *Nous prévoyons dans un futur proche d'exporter nos produits* », raconte-t-elle.

En tout cas, être à la tête d'une société se trouve dans la logique de sa vie puisqu'elle a grandi dans une famille de trois générations d'entrepreneurs. « *Mon père m'a habituée à travailler. Et tandis que les autres s'amusaient en vacances, je faisais des stages. Je peux dire que je n'ai jamais vraiment eu de vacances* », poursuit celle qui est devenue entrepreneure à 19 ans.

Afin de suivre l'exemple paternel, après avoir obtenu son diplôme du second cycle, elle s'envole vers les Etats-Unis et intègre l'Université d'Etat de la Californie à Chico, pour suivre un cursus en Business Administration. Elle revient au pays avec la détermination de réaliser ses projets. « *Flore Aroma, je l'ai prévue bien avant mes études. J'ai voulu la réaliser, coûte que coûte. L'administration en business permet d'avoir de bonnes bases pour une entreprise* », insiste-t-elle avant de continuer que le livre de Malcolm Galdwell, « *Outliers* », un livre sur la psychologie sociale du succès, l'a beaucoup inspirée.

Pas à pas, le fait d'entreprendre est devenu sa grande passion, voire même sa vie. Pour la vivre pleinement, elle adhère à plusieurs associations. Hormis le JPMJ, elle fait partie du bureau du Centre des jeunes dirigeants d'entreprises à Madagascar en tant que responsable Jeunesse, synergie jeunes Madagascar dont elle est la représentante nationale, et Synergie jeunes océan Indien où elle tient le rôle de responsable en communication. Elle est également membre d'Entreprendre au féminin océan Indien. A l'heure actuelle, elle est chef de projet au sein de la Jeune chambre internationale Ilon'Iarivo.

« *Ma conviction est de promouvoir l'entrepreneuriat auprès des jeunes. L'entrepreneuriat est une opportunité pour mettre en valeur le savoir-faire malgache au niveau mondial et surtout d'y apporter notre touche de modernité* », conclut-elle. Elle était à l'affiche de l'événement Serial Entrepreneurs organisé par le Centre de l'excellence en entrepreneuriat à l'Iscam hier, et interviendra pendant le dîner du Carrefour des entrepreneurs la semaine prochaine. De son ancien professeur en technologie à l'American School d'Antananarivo, Marco Alessio, elle a tiré son leitmotiv. « *Use your superpowers for good – Utilise tes talents pour faire le bien.* »

Serindra Razafindrabe

Changement climatique

Lexpress

29/02/2016



E

la SENTINELLE

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le niveau des océans monte plus rapidement

SELON une étude publiée la semaine dernière dans les Comptes rendus de l'Académie américaine des sciences, entre 1900 et 2000, les océans et les mers de la planète ont monté d'environ 14 centimètres sous l'effet de la fonte des glaces, notamment dans l'Arctique.

Dans leurs travaux, des climatologues estiment que sans la hausse de la température planétaire observée depuis le début de l'ère industrielle, la montée des océans aurait été moitié moindre au XX[e] siècle. Le siècle dernier «*a été extraordinaire comparé aux trois derniers millénaires et la montée des océans s'est même accélérée ces 20 dernières années*», a souligné Robert Kopp, professeur adjoint au département des sciences de la Terre de l'université Rutgers.

D'après cette étude, qui s'est appuyée sur une nouvelle approche statistique mise au point à l'université d'Harvard (Massachusetts), les océans ont baissé d'environ huit centimètres entre l'an mille et 1400, période marquée par un refroidissement planétaire de 0,2 degré Celsius. «*C'est frappant de voir une telle variation du niveau des océans liée à un aussi léger coup de froid du globe*», a pointé le professeur Kopp.

Pour déterminer l'évolution du niveau des océans ces trois derniers millénaires, les scientifiques ont compilé de nouvelles données géologiques, indicateurs de l'élévation des eaux comme les marais et les récifs coralliens, et des sites archéologiques. Ils ont également utilisé des relevés sur les marées à 66 endroits du globe au cours des 300 dernières années.

Les chercheurs estiment que le niveau des océans «pourrait monter jusqu'à 1,3 mètre durant ce siècle».

ÉNERGIES FOSSILES

Ces estimations de la variation du niveau des océans au cours des 30 derniers siècles permettent de faire des projections plus exactes, a noté Andrew Kemp, professeur des sciences océaniques et de la Terre à l'université Tufts. Les chercheurs ont ainsi estimé que le niveau des océans allait «*très probablement monter de 51 cm à 1,3 mètre durant ce siècle si le monde continue à dépendre dans une aussi large mesure des énergies fossiles*».

Le 12 décembre, 195 pays ont approuvé l'accord de Paris qui prévoit notamment de contenir la hausse des températures à deux degrés par rapport à l'ère préindustrielle. Si ces engagements conduisaient à une élimination progressive du charbon et des hydrocarbures, cette augmentation pourrait peut-être n'atteindre qu'entre 24 et 60 cm, selon cette étude:

«*Ces nouvelles données sur le niveau des océans confirment une fois de plus combien cette période moderne de réchauffement est inhabituelle car elle est due à nos gaz à effet de serre*», a souligné Stefan Rahmstorf, professeur d'océanographie au Potsdam Institute de recherche sur l'impact du climat, en Allemagne. «*Elles montrent que l'impact le plus dangereux de la montée des températures est l'élévation des océans, qui est bien engagée*», a-t-il pointé. «*Les glaces fondent plus vite quand les températures montent, c'est de la physique élémentaire*», avait-il ironisé.

Selon un autre rapport publié lundi, sans le réchauffement de la planète depuis le début de l'ère industrielle et ses effets sur l'élévation des océans, plus de la moitié des 8 000 inondations sur la côte Est des États-Unis depuis 1950 ne se seraient pas produites.

Lutte contre le trafic de drogue dans l'Indianocéanie

La COI appuie l'appel du Président Michel contre le trafic de drogue

· FEVRIER 29, 2016

La COI a fait sien l'appel du Président James Michel pour un sursaut régional dans la lutte contre le trafic de drogue, suite à l'intervention du Ministre des Affaires Etrangères et des Transports, M. Joel Morgan, aux travaux du Conseil exécutif de la COI, ce vendredi, à St Denis de la Réunion. Dans son discours devant ses pairs de l'Océan Indien, M. Morgan a déclaré que la lutte contre… Read more on http://africa-newsroom.com/press/la-coi-appuie-lappel-du-president-michel-contre-le-trafic-de-drogue?lang=fr

http://magzafrique.com/blog/la-coi-appuie-lappel-du-president-michel-contre-le-trafic-de-drogue/

La lutte contre le trafic de drogue : La COI appuie l'appel du Président Michel

29-February-2016

La COI a fait sien l'appel du Président James Michel pour un sursaut régional dans la lutte contre le trafic de drogue, suite à l'intervention du Ministre des Affaires étrangères et des Transports, M. Joël Morgan, aux

travaux du conseil exécutif de la COI, ce vendredi, à St Denis de La Réunion.

Dans son discours devant ses pairs de l'Océan Indien, M. Morgan a déclaré que la lutte contre la drogue était un défi contre lequel l'Océan Indien devait impérativement se mobiliser.

« La lutte contre la drogue est un défi que nous pouvons et devons gagner ensemble. Face à une telle lutte difficile et complexe, une politique régionale ambitieuse et intelligente s'impose [….] C'est dans ce sens, que dans son discours d'investiture du 20 décembre dernier, le Président Michel s'est inscrit en faveur d'un sursaut régional. Il a lancé un appel pour la création, auprès de la COI, d'une structure régionale d'intelligence, de coordination et d'intervention pour lutter contre ce fléau », a-t-il dit.

Les Seychelles souhaitent que la COI se saisisse très rapidement de cette question essentielle, car nous souhaitons vivement la création d'une telle structure parce qu'il y va de l'avenir de nos nations, a insisté M. Morgan.

Le Conseil des ministres a approuvé l'appel du président seychellois et dans le relevé de ses décisions on peut lire que la COI « partage les préoccupations du gouvernement des Seychelles quant à l'importance de la lutte contre le trafic régional de stupéfiants et donne mandat au Secrétariat général de la COI pour prendre les contacts nécessaires avec les Etats membres et les organismes spécialisés de répression du trafic international de stupéfiants afin de préparer un plan d'action en la matière. »

Auparavant le chef de la diplomatie seychelloise avait remercié la COI et son Secrétaire général, Jean Claude l'Estrac, de leur présence aux élections présidentielles de décembre dernier.

Il a exprimé l'engagement du gouvernement seychellois de continuer à œuvrer en faveur d'une COI « encore plus forte et plus solidaire. »

Il a aussi parlé du changement climatique contre lequel il a estimé que la protection et le développement durable des ressources marines et des zones côtières jouent un rôle important.

« Notre espace océanique partagé nous offre l'occasion de mieux structurer notre développement tout en bâtissant la résilience climatique.

Le 2ème Sommet de l'Economie Bleue, le 19 janvier dernier à Abu Dhabi, qui est la première grande conférence internationale après la COP 21 à Paris, nous a permis d'évoquer les modalités et la mise en place des mécanismes de financement pour les pays en développement. L'exemple des Seychelles pour le développement de l'Economie Bleue et pour la lutte contre le changement climatique, pourrait servir, à cet égard, de source d'inspiration, » a-t-il souligné.

Le Ministre Morgan s'est aussi appesanti sur les questions de paix, de stabilité, de sécurité et la lutte contre la piraterie maritime. Il a mis l'accent sur la nécessité de multiplier les efforts afin de concrétiser les grands chantiers ouverts dans les domaines de la connectivité aérienne et maritime, de la sécurité alimentaire, les énergies renouvelables, le tourisme, la culture, le commerce intérieur, etc.

Il a fait part de la promesse des Seychelles de faire du Centre de coordination opérationnelle que le pays s'apprête à héberger en un « centre d'excellence ». Il en est de même de la présidence seychelloise du Groupe de Contact sur la Piraterie au large de la Somalie, pour laquelle il s'est engagé à faire honneur à la région.

A noter que la délégation conduite par le Ministre Morgan à ce 31e Conseil des Ministres de la COI comprend l'Ambassadeur Callixte d'Offay, Conseiller diplomatique à la Présidence de la République, M. Kenneth Racombo directeur général et OPL, et Nan Constant, principal économiste, tous deux du Ministère des Affaires étrangères et des Transports

http://www.nation.sc/article.html?id=248577

AFRICA N°1 Paris 107.5
Communiqués de presse

La COI appuie l'appel du Président Michel contre le trafic de drogue

29 FÉVRIER 2016

La COI a fait sien l'appel du Président James Michel pour un sursaut régional dans la lutte contre le trafic de drogue, suite à l'intervention du

Ministre des Affaires Etrangères et des Transports, M. Joel Morgan, aux travaux du Conseil exécutif de la COI, ce vendredi, à St Denis de la Réunion.
Dans son discours devant ses pairs de l'Océan Indien, M. Morgan a déclaré que la lutte contre la drogue était un défi contre lequel l'océan indien devait impérativement se mobiliser.
« La lutte contre la drogue est un défi que nous pouvons et devons gagner ensemble. Face à une telle lutte difficile et complexe, une politique régionale ambitieuse et intelligente s'impose [….] C'est dans ce sens, que dans son discours d'investiture du 20 décembre dernier, le Président Michel s'est inscrit en faveur d'un sursaut régional. Il a lancé un appel pour la création, auprès de la COI, d'une structure régionale d'intelligence, de coordination et d'intervention pour lutter contre ce fléau », a-t-il dit.
Les Seychelles souhaitent que la COI se saisisse très rapidement de cette question essentielle, car nous souhaitons vivement la création d'une telle structure parce qu'il y va de l'avenir de nos nations, a insisté M. Morgan.
Le Conseil des ministres a approuvé l'appel du président seychellois et dans le relevé de ses décisions on peut lire que la COI « partage les préoccupations du gouvernement des Seychelles quant à l'importance de la lutte contre le trafic régional de stupéfiants et donne mandat au Secrétariat général de la COI pour prendre les contacts nécessaires avec les Etats membres et les organismes spécialisés de répression du trafic international de stupéfiants afin de préparer un plan d'action en la matière. »
Auparavant le chef de la diplomatie seychelloise avait remercié la COI et son Secrétaire général, Jean Claude l'Estrac, de leur présence aux élections présidentielles de décembre dernier.
Il a exprimé l'engagement du gouvernement seychellois de continuer à œuvrer en faveur d'une COI « encore plus forte et plus solidaire. »
Il a aussi parlé du changement climatique contre lequel il a estimé que la protection et le développement durable des ressources marines et des zones côtières jouent un rôle important.
« Notre espace océanique partagé nous offre l'occasion de mieux structurer notre développement tout en bâtissant la résilience climatique. Le 2ème Sommet de l'Economie Bleue, le 19 Janvier dernier à Abu Dhabi, qui est la première grande conférence internationale après la COP 21 à Paris, nous a permis d'évoquer les modalités et la mise en place des mécanismes de financement pour les pays en développement. L'exemple des Seychelles pour le développement de l'Economie Bleue et pour la lutte contre le Changement Climatique, pourrait servir, à cet égard, de source d'inspiration, » a-t-il souligné.
Le Ministre Morgan s'est aussi appesanti sur les questions de paix, de stabilité, de sécurité et la lutte contre la piraterie maritime. Il a mis l'accent sur la nécessité de multiplier les efforts afin de concrétiser les grands chantiers ouverts dans les domaines de la connectivité aérienne et

maritime, de la sécurité alimentaire, les énergies renouvelables, le tourisme, la culture, le commerce intérieur, etc.
Il a fait part de la promesse des Seychelles de faire du Centre de coordination opérationnelle que le pays s'apprête à héberger enun « centre d'excellence ». Il en est de même de la présidence seychelloise du Groupe de Contact sur la Piraterie au large de la Somalie, pour laquelle il s'est engagé à faire honneur à la région.
A noter que la délégation conduite par le Ministre Morgan à ce 31e Conseil des Ministres de la COI comprend l'Ambassadeur Callixte d'Offay, Conseiller diplomatique à la Présidence de la République, M. Kenneth Racombo directeur général et OPL, et Nan Constant, principal économiste, tous deux du Ministère des Affaires étrangères et des Transports.
http://africa1.com/spip.php?article64563



La COI appuie l'appel du Président Michel contre le trafic de drogue



27.02.2016

La COI a fait sien l'appel du Président James Michel pour un sursaut régional dans la lutte contre le trafic de drogue, suite à l'intervention du Ministre des Affaires Etrangères et des Transports, M. Joel Morgan, aux travaux du Conseil exécutif de la COI, ce vendredi, à St Denis de la Réunion.

Dans son discours devant ses pairs de l'Océan Indien, M. Morgan a déclaré que la lutte contre la drogue était un défi contre lequel l'océan indien devait impérativement se mobiliser.

« La lutte contre la drogue est un défi que nous pouvons et devons gagner ensemble. Face à une telle lutte difficile et complexe, une politique régionale ambitieuse et intelligente s'impose [….] C'est dans ce sens, que dans son discours d'investiture du 20 décembre dernier, le Président Michel s'est inscrit en faveur d'un sursaut régional. Il a lancé un appel pour la création, auprès de la COI, d'une structure régionale d'intelligence, de coordination et d'intervention pour lutter contre ce fléau », a-t-il dit.

Les Seychelles souhaitent que la COI se saisisse très rapidement de cette question essentielle, car nous souhaitons vivement la création d'une telle structure parce qu'il y va de l'avenir de nos nations, a insisté M. Morgan.

Le Conseil des ministres a approuvé l'appel du président seychellois et dans le relevé de ses décisions on peut lire que la COI « partage les préoccupations du gouvernement des Seychelles quant à l'importance de la lutte contre le trafic régional de stupéfiants et donne mandat au Secrétariat général de la COI pour prendre les contacts nécessaires avec les Etats membres et les organismes spécialisés de répression du trafic international de stupéfiants afin de préparer un plan d'action en la matière.»

Auparavant le chef de la diplomatie seychelloise avait remercié la COI et son Secrétaire général, Jean Claude l'Estrac, de leur présence aux élections présidentielles de décembre dernier.

Il a exprimé l'engagement du gouvernement seychellois de continuer à œuvrer en faveur d'une COI « encore plus forte et plus solidaire.»

Il a aussi parlé du changement climatique contre lequel il a estimé que la protection et le développement durable des ressources marines et des zones côtières jouent un rôle important.

«Notre espace océanique partagé nous offre l'occasion de mieux structurer notre développement tout en bâtissant la résilience climatique. Le 2ème Sommet de l'Economie Bleue, le 19 Janvier dernier à Abu Dhabi, qui est la première grande conférence internationale après la COP 21 à Paris, nous a permis d'évoquer les modalités et la mise en place des mécanismes de financement pour les pays en développement. L'exemple des Seychelles pour le développement de l'Economie Bleue et pour la lutte contre le Changement Climatique, pourrait servir, à cet égard, de source d'inspiration,» a-t-il souligné.

Le Ministre Morgan s'est aussi appesanti sur les questions de paix, de stabilité, de sécurité et la lutte contre la piraterie maritime. Il a mis l'accent sur la nécessité de multiplier les efforts afin de concrétiser les grands chantiers ouverts dans les domaines de la connectivité aérienne et

maritime, de la sécurité alimentaire, les énergies renouvelables, le tourisme, la culture, le commerce intérieur, etc.

Il a fait part de la promesse des Seychelles de faire du Centre de coordination opérationnelle que le pays s'apprête à héberger enun « centre d'excellence ». Il en est de même de la présidence seychelloise du Groupe de Contact sur la Piraterie au large de la Somalie, pour laquelle il s'est engagé à faire honneur à la région.

A noter que la délégation conduite par le Ministre Morgan à ce 31e Conseil des Ministres de la COI comprend l'Ambassadeur Callixte d'Offay, Conseiller diplomatique à la Présidence de la République, M. Kenneth Racombo directeur général et OPL, et Nan Constant, principal économiste, tous deux du Ministère des Affaires étrangères et des Transports.

http://www.mfa.gov.sc/static.php?content_id=18&news_id=1223

Pêche

Seychelles NATION

Fish export to EU: Exporters and inspectors trained on EU hygiene regulations

18-February-2016



EU's (European Union) stringent regulations on importation of fish and fishery products require a high level of professionalism and service. Products which do not meet the standards and regulatory requirements are subjected to reject at the Border Inspection Post, prompting the publication of an Alert Notification which can lead to the suspension of export of certain products. This can be costly to the country and to Small and Medium Enterprises (SMEs) involved in the business.

This was rightly highlighted by the Minister for Investment, Entrepreneurship Development and Business Innovation Michael Benstrong, as he yesterday launched a two-day training session on EU Fish Hygiene Regulations.

Named 'EU Fish Hygiene Regulations and the Hazard Analysis and Critical Control Point System', the two-day course is going on at the Care House in Victoria. It is being followed by staff from the Fish Inspection and Quality Control Unit of the Seychelles Bureau of Standards (SBS), as well

as personnel from quality assurance and production departments of companies producing fish and fishery products for export.

The training has been sponsored by the SmartFish Programme of the Indian Ocean Commission (IOC) which has sent an expert, Dr Ian Goulding, to conduct it.



The Minister for Fisheries and Agriculture Wallace Cosgrow, chief executive (CEO) of SBS Amy Quatre, fish processors and exporters, boat owners and other stakeholders were also present at the launch ceremony.

Consequently to the European standards and regulations, Mr Benstrong said that the SBS considers training as a very important aspect, as the organisation operates under a certified Quality Management System. He added that it is important that we take all necessary measures to prevent the occurrence of Red Alerts as this will affect the fishing industry, which he reminded is the second pillar of Seychelles' economy.

"The industry must continually improve not only the quality of their products but also facilities available to produce under very stringent hygiene rules. Seychelles is in continuous competition with other countries in and outside the region on the EU market and most of these countries have the advantage that they are able to export at a cheaper cost than we do," Minister Benstrong reminded.

He therefore urged the participants to make the most of the opportunity to make a difference in their place of work.

The minister's words were echoed by Mrs Quatre who asked the inspectors and exporters "to realise that their roles will become more and more challenging if we are to ensure that the concept 'from farm to fork' becomes reality".

"A lot is demanded from you to remain compliant to the regulations. You will have no choice if you want to continue producing and exporting quality products to the international market," she said.

Looking forward to receiving more support in the future, Mrs Quatre thanked Smart Fish for sponsoring the programme and Dr Goulding for conducting the training.

Another SmartFish sponsored workshop benefitting fish inspectors, this time on ISO Quality System, will take place in Victoria next week.

http://www.nation.sc/article.html?id=248454

Environnement

La COI favorise les échanges régionaux pour "une gestion plus durable des zones côtières"

Mardi 1 Mars 2016

L'organisation régionale propose des possibilités d'échanges d'expertise entre les acteurs de la région impliqués dans la gestion durable des zones côtières de l'océan Indien. Une plateforme répertoriant les bonnes pratiques des pays de la COI est mise en ligne, à disposition du grand public.

Sur la base d'un inventaire des bonnes pratiques identifiées aux Comores, à Madagascar, à Maurice, aux Seychelles et à La Réunion, le projet de Gestion durable des Zones côtières de l'océan Indien (GDZCOI) propose de soutenir les échanges d'expérience et d'expertise. Cette initiative est destinée à tout gestionnaire de zone côtière : autorités, associations, secteur privé, particuliers, etc, désireux d'apprendre et d'échanger sur des thématiques en lien avec la gestion des zones côtières. La demande doit être faite auprès du projet GDZCOI, plus d'informations disponibles sur le site web de la COI Une plateforme en ligne et accessible au grand public répertorie actuellement près de 80 bonnes pratiques de Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) identifiées dans la région. Cette base de données permet à tous les acteurs du secteur de s'informer sur les

initiatives existantes chez nos voisins de la région océan Indien occidental.

Elle a pour objectif de favoriser les partenariats entre acteurs, qui, sur simple demande au projet, pourront bénéficier d'un appui pour des visites de terrain. La plateforme a par ailleurs pour vocation de continuer à évoluer : elle s'enrichira régulièrement à mesure de l'identification de nouvelles bonnes pratiques.

http://www.zinfos974.com/La-COI-favorise-les-echanges-regionaux-pour-une-gestion-plus-durable-des-zones-cotieres_a98255.html

www.LeMatinal.com

La COI en faveur des échanges régionaux pour les zones côtières de l'océan Indien

02/03/2016



La protection des zones côtières est inscrit à l'agenda de développement durable des îles de l'océan Indien.

L'organisation régionale propose des possibilités d'échanges d'expertise entre les acteurs de la région impliqués dans la gestion durable des zones côtières de l'océan Indien. Une plateforme répertoriant les bonnes pratiques des pays de la COI est mise en ligne et est à la disposition du grand public.

Sur la base d'un inventaire des bonnes pratiques identifiées aux Comores, à Madagascar, à Maurice, aux Seychelles et à La Réunion, le projet de Gestion durable des Zones côtières de l'océan Indien (GDZCOI) propose de soutenir les échanges d'expérience et d'expertise. Cette initiative est destinée à tout gestionnaire de zone côtière : autorités, associations,

secteur privé, particuliers, et ceux désireux d'apprendre et d'échanger sur des thématiques en lien avec la gestion des zones côtières.

La demande doit être faite auprès du projet GDZCOI et pour obtenir plus d'informations, le site web de la COI (<http://gdzcoi.commissionoceanindien.org/>) peut être consulté à cet effet. Une plateforme en ligne et accessible au grand pu-blic répertorie actuellement près de 80 bonnes pratiques de Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) identifiées dans la région. Cette base de données permet à tous les acteurs du secteur de s'informer sur les initiatives existantes chez nos voisins de la région océan Indien occidental. Elle a pour objectif de favoriser les partenariats entre acteurs, qui, sur simple demande au projet, pourront bénéficier d'un appui pour des visites de terrain. La plateforme a par ailleurs pour vocation de continuer à évoluer : elle s'enrichira régulièrement à mesure de l'identification de nouvelles bonnes pratiques.

http://www.lematinal.com/news/local/11363-la-coi-en-faveur-des-%C3%A9changes-r%C3%A9gionaux-pour-les-zones-c%C3%B4ti%C3%A8res-de-l%E2%80%99oc%C3%A9an-indien.html

LeMatinal
www.lematinal.com

1,15 million de touristes dépensent plus de Rs 50 milliards en 2015

Thursday 03 March 2016



En moyenne, chaque touriste ayant séjourné à Maurice en 2015 y a dépensé Rs 43 579.

Selon un communiqué de la Banque de Maurice, le pays a accueilli 1 151 723 de touristes l'année dernière.

Ces touristes ont dépensé plus de 50 milliards de roupies, ce qui correspond à une dépense moyenne de Rs 43 579 par touriste durant l'année écoulée. Le gouverneur de la Banque de Maurice avait exprimé son intention d'améliorer les statistiques des dépenses des touristes à Maurice car, selon lui, plusieurs éléments de dépenses échappaient aux instruments de mesure.

En décembre dernier, la Banque de Maurice avait annoncé dans un communiqué qu'elle souhaitait utiliser les données sur les opérations des agents de change (Money Dealers and Foreign Exchange Dealers), afin de repérer des éléments de dépense touristique, liés notamment aux voyages.

Commentant la performance de l'industrie du tourisme en 2015, Statistics Mauritius a souligné la semaine dernière que le nombre d'arrivées a connu une hausse de 10,9 % en 2015. Le marché français a enregistré une progression de 4,4% en 2015, avec 254 362 touristes de l'Hexagone visitant Maurice, comparativement à 243 665 en 2014.

En 2015, les autres marchés touristiques ont enregistré les progressions suivantes : Réunion (143 834 arrivées en 2015, contre 141 665 arrivées en 2014, soit +9,5 %), Royaume-Uni (129 796 arrivées en 2015, contre 115 326 arrivées en 2014, soit

+12,5 %), Afrique du Sud (101 954 arrivées en 2015, contre 63 365 arrivées en 2014, soit 9,5 %), Chine (89 585 arrivées en 2015, contre 63 365 arrivées en 2014, soit +41,4 %), Allemagne (75 272 arrivées en 2015, contre 62 231 arrivées en 2014, soit +21 %), Inde (72 145 arrivées en 2015, contre 61 167 arrivées en 2014, soit +17,9 %).

De surcroît, Statistics Mauritius a noté que la Banque de Maurice prévoit des dépenses de Rs54 milliards en 2016, une hausse par rapport à la précédente estimation de Rs52 milliards. Dès lors, les dépenses touristiques devraient accuser une hausse d'eviron 8 % en 2016.

http://www.lematinal.com/economie/11366-1-15-million-de-touristes-depensent-plus-de-rs-50-milliards-en-2015.html

La fréquentation hôtelière progresse de 11 % en 2015

3.03.2016



Selon l'INSEE, la fréquentation des hôtels réunionnais retrouve des couleurs en 2015. Toutes les catégories d'hôtels bénéficient de ce dynamisme. Toutes les régions sont également concernées, en particulier les établissements de l'Ouest et du Sud.

Fréquentation hôtelière en hausse : 1 025 000 nuitées en 2015
Selon l'INSEE : "*l'année 2015 est marquée par une reprise de la fréquentation dans les établissements hôteliers de cinq chambres ou plus à La Réunion. Elle se caractérise également par l'ouverture de cinq nouveaux établissements, représentant une offre supplémentaire de près de 500 chambres par jour*".
Plus d'un million de nuitées en 2015 *"Avec 1 025 100 nuitées, la fréquentation des hôtels réunionnais progresse de 11 % par rapport à 2014"* révèle l'INSEE.
Parallèlement, l'offre de chambres est en hausse de 5 % et le nombre de chambres occupées de 8,5 %. Le taux d'occupation gagne 2 points et s'établit à 61 %.
"*La fréquentation est particulièrement dynamique dans les hôtels de 1 ou 2 étoiles (+ 18 %) et dans les 3 étoiles (+ 16 %). Elle est plus modérée dans les hôtels haut de gamme (+ 6 %)*".
Les hôtels de l'Ouest et du Sud sont les premiers bénéficiaires de cette reprise de la fréquentation : "*respectivement + 13 % et + 12 %. Mais la région Nord-est progresse également (+ 7 %)*".
La clientèle française largement majoritaire Toujours selon l'INSEE : *"La clientèle française, qui comprend la clientèle locale, reste largement majoritaire (85 % des nuitées) et sa fréquentation progresse*

de 12 % en 2015. La clientèle étrangère progresse également (+ 8 %). Les Allemands et les Suisses représentent près de 40 % des étrangers hébergés dans les hôtels".
Par rapport à 2014, la fréquentation a progressé tout au long de l'année. L'embellie amorcée au 1er trimestre (+ 3 %) s'est confirmée sur le reste de l'année (+ 14 %).
Une hausse de 14 % au 4e trimestre 2015 *"Avec 324 800 nuitées au 4e trimestre 2015, la fréquentation des hôtels classés réunionnais est en hausse de 14 % par rapport au 4e trimestre 2014. Elle atteint ainsi son plus haut niveau depuis six ans".*
Tous les mois du 4e trimestre sont en hausse, particulièrement les mois de novembre et décembre (respectivement + 17 % et + 19 %).
La hausse de la fréquentation profite particulièrement aux hôtels de 1 ou 2 étoiles ainsi qu'aux 3 étoiles (+ 31 % et + 32 %). Les hôtels de l'Ouest et du Sud enregistrent les plus belles progressions (+ 17 %).
Le taux d'occupation s'établit à 70 %, en progression de 0,5 point par rapport au 4etrimestre 2014.
(Source : INSEE)

http://www.linfo.re/la-reunion/societe/688428-la-frequentation-hoteliere-progresse-de-11-en-2015

Connectivité aérienne

ileenilemag

Corridor aérien Maurice-Singapour au bénéfice de la COI

2 mars 2016



Durant son discours au Conseil des ministres de la COI la semaine passée, Etienne Sinatambou, le ministre des Affaires étrangères de Maurice, a espéré que les autres îles de l'Océan Indien aient la possibilité de profiter à fond l'hub aérien entre Maurice et l'aéroport de Shangi de Singapour. Il

a, également, déclaré que des nouvelles liaisons seront, d'ici, peu établies avec l'Australie ainsi que quelques capitales en Afrique continentale.

Pour lui, les stratégies pour se développer ne se résument plus aux simples partenariats économiques traditionnels, mais de profiter des opportunités offertes par les économies très avancées ou émergentes de l'hémisphère sud. Les attraits complémentaires des îles de l'océan Indien rendent l'avenir du tourisme à se développer, notamment avec 'expansion vers de nouveaux marchés, y compris en Asie. De même, la sécurité alimentaire se fait par l'expansion du secteur de la pêche.

http://www.ile-en-ile-mag.com/corridor-aerien-maurice-singapour-au-benefice-de-la-coi/

MAURICE-SINGAPOUR | Connectivité aérienne

Sinatambou souhaite que le corridor aérien bénéficie à la région

Le ministre des Affaires étrangères, Etienne Sinatambou, souhaite que les pays de la région puissent bénéficier pleinement du corridor aérien que Maurice met en place avec l'aéroport de Shangi de Singapour. C'est ce qu'il a affirmé lors de son intervention au conseil des ministres de la COI vendredi dernier.

« *Nous souhaitons vivement que les opérateurs économiques et les peuples de la COI bénéficient du corridor aérien que Maurice met en place avec l'aéroport de Changi de Singapour* », a insisté Etienne Sinatambou. Il a, par la même occasion, annoncé que des nouvelles connexions seront bientôt ouvertes avec l'Australie et certaines capitales de l'Afrique continentale. « *Nos stratégies de développement ne peuvent plus se focaliser uniquement sur nos partenaires économiques traditionnels, il s'agit d'aller saisir les opportunités véhiculées par les économies très développées ou émergentes de l'hémisphère sud* ».

Etienne Sinatambou observe que « *les atouts complémentaires de nos îles font que le tourisme est appelé à continuer sur sa belle lancée, surtout avec le développement de nouveaux marchés notamment en Asie* ». « *La Chine est aujourd'hui un marché touristique qui se développe rapidement et les connexions aériennes Maurice-Chine y sont pour beaucoup. Le secteur touristique étant étroitement lié au développement des connexions aériennes, je salue le travail effectué par la COI pour le rapprochement des compagnies aériennes et des autorités de l'aviation civile* ».

Le ministre a aussi évoqué le renforcement des connectivités numériques avec la mise en place d'un nouveau câble à fibre optique. Il a, d'autre part, souhaité que le renforcement des systèmes nationaux de sécurité sanitaire des aliments soit pris en compte dans ce projet régional de sécurité alimentaire. Ce qui devrait permettre une utilisation judicieuse des pesticides, entre autres.

La sécurité alimentaire passe aussi par le développement du secteur de la pêche, observe Etienne Sinatambou, qui relève que l'économie océanique intéresse tout le monde. « *Il est important que des synergies soient trouvées pour le développement de ce secteur* », dit-il. « *Nous avons remarqué que pour les projets où ce ne sont que les organisations régionales qui siègent dans les comités de pilotage, un manque de coordination de ces organisations régionales avec leurs pays membres pourrait poser problème. Je demande donc au secrétariat général de la COI de s'assurer que tel ne soit pas le cas* ».



De g à dr Jean-Claude de l'Estrac, Didier Robert, Etienne Sinatambou, Abdoulkarim Mohamed (ministre des Relations extérieures et de la Coopération de l'Union des Comores), André Vallini, Béatrice Atallah, Joël Morgan (ministre des Affaires étrangères et des Transports des Seychelles), Nassimah Dindar (présidente du Conseil départemental de La Réunion) et Dominique Sorain (préfet de La Réunion)